

Big Pharma (ô surprise !) a créé de toutes pièces la peur de l'hépatite B... pour vendre ses nouveaux vaccins



[Source : xavier-bazin.fr]

C'est l'une des interviews les plus révélatrices de l'histoire de l'industrie pharmaceutique. En 1997, la revue *Sciences et Avenir* a publié un entretien avec un cadre du grand laboratoire pharmaceutique qui produisait le vaccin contre l'hépatite

B. ([1] https://www.rolandsimion.org/wp-content/uploads/2010/01/Interview_Auf_rere.pdf))

Écoutez-le bien (j'espère que vous êtes bien assis) :

« Dès 1988, nous avons commencé à sensibiliser les experts européens de l'OMS à la question de l'hépatite B.

De 1988 à 1991, nous avons financé des études épidémiologiques pour créer un consensus scientifique sur le fait que cette hépatite était un problème majeur de santé publique.

Avec succès puisqu'en 1991, l'OMS a émis de nouvelles recommandations en matière de vaccination contre l'hépatite B »

Donc, ce responsable du géant vaccinal SKB (qui deviendra GSK) avoue :

- Que les responsables de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estimaient (à juste titre !) que l'hépatite B n'était pas un problème de santé significatif dans les pays européens ;
- Que SKB a donc dû « financer des études » pour « sensibiliser » l'OMS à ce soi-disant « problème majeur de santé publique » afin de « créer un consensus » ;
- Et que cela a marché, puisque l'OMS a fini par obtempérer !

Belle victoire pour la pharma !

Mais convaincre l'OMS n'était pas encore suffisant. Dans les années 1990, les États européens avaient encore un peu d'esprit critique et de souveraineté

sur les questions de santé publique. Big Pharma devait donc aussi convaincre les politiques et autorités de santé de chaque nation européenne ! Et en France, ce fut le « jackpot ».

Voici la suite de l'interview (véridique) :

« En France, nous avons eu la chance de tomber sur Philippe Douste-Blazy, un ministre de la Santé dynamique.

Nous sommes allés le voir et il a compris du premier coup qu'il y avait un problème de santé publique. »

Quelle chance, pour le fabricant de vaccins : enfin un ministre compréhensif !

Car dans la plupart des autres pays européens, le même lobbying a échoué. C'est ce que reconnaît benoîtement le responsable de SKB, dans la même interview :

« Cela n'a pas été le cas avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

L'hépatite B, les Britanniques n'en démordent pas : ils disent ne pas connaître...

Ailleurs, comme au Benelux, il s'agit d'abord de manque d'argent. Une campagne de vaccination de cette taille coûte une fortune ».

De fait, la vaccination de masse contre l'hépatite B en France de 1994 à 1998 a bien coûté une fortune (plusieurs dizaines de milliards de francs, selon l'expert judiciaire Marc Girard). Pour une maladie que les Britanniques disaient... « ne pas connaître » ! Est-ce que ces milliards dépensés en valaient vraiment la peine ? Pour les fabricants de vaccin qui ont reçu ces milliards, la réponse est évidemment OUI. Mais pour les États, la vaccination de masse était dès le départ une très mauvaise idée.

Un coût démesuré, pour un bénéfice de santé publique extrêmement faible

Si vous ne l'avez pas lue, je vous renvoie à ma dernière lettre sur la réalité de la menace hépatite B : c'est une maladie rare, bénigne dans la plupart des cas, qui ne cause de dégâts que dans certains groupes minoritaires à haut risque (toxicomanes, prostitués et dialysés, essentiellement). Il n'y avait donc aucune raison de vacciner toute la population contre cette maladie. En 1995, des chercheurs de l'INSERM l'avaient même

démonstré.([2] https://www.ipubli.inserm.fr/bitstream/handle/10608/2333/MS_1995_10_1474.pdf?sequence=1&isAllowed=y))

Ils avaient calculé le « coût-bénéfice » d'une vaccination massive contre l'hépatite B. Et leur résultat était clair :

« Les résultats montrent que la rentabilité d'une politique d'immunisation active contre le virus de l'hépatite B ne peut être établie que pour des degrés élevés d'exposition au risque ».

Traduction : la vaccination n'est potentiellement utile que pour les populations les plus à risques.([3] Notons aussi que, pour les professionnels de santé, plus exposés au risque d'hépatite B que la population générale, la seule étude coût-bénéfice menée (en 1986) avait conclu à un rapport défavorable
<https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJM198209093071103>))

Pourtant, ces chercheurs avaient pris des hypothèses très favorables au vaccin (il était censé être efficace tout au long de la vie, et sans danger – ce qui s'est révélé faux). Eh bien malgré cela, ils n'ont trouvé aucun intérêt à vacciner la population dans son ensemble. Seule la vaccination des plus à risques – les toxicomanes – aurait pu être « rentable » pour l'assurance maladie. Mais Philippe Douste-Blazy, lui, a suivi les recommandations du fabricant de vaccin, qui avait bien sûr intérêt à vacciner le plus de monde possible. Et c'est comme ça qu'en 1994-1995 une gigantesque campagne de vaccination de masse a été lancée en France, notamment dans les collèges. Belle victoire pour SKB, le géant britannique (et pour Pasteur-Mérieux, comme on le verra). Dans les années qui ont suivi, SKB (devenu GSK) finira par convaincre tous les pays européens de vacciner la totalité des nouveau-nés contre cette maladie d'adultes.

Mais un pays résistera longtemps à ce lobbying : la Grande-Bretagne. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé, par tous les moyens.

Comment les Britanniques ont résisté à l'intense lobbying pharmaceutique

C'est un journal médical reconnu mondialement, le *British Medical Journal*, qui a raconté l'affaire avec une ironie toute « british », en 1996([4] <https://www.bmj.com/content/313/7060/825.1.full>)):

« Vendredi dernier, la Grande-Bretagne s'est réveillée et, au petit-déjeuner, a évalué son risque d'attraper l'hépatite B.

À partir de 9 h, pas moins de 26 bulletins d'information locaux ou nationaux ont signalé que “des experts médicaux de premier plan” plaidaient pour une stratégie de vaccination universelle des enfants contre le virus.

Le message était qu'en maintenant sa politique actuelle de

prévention limitée aux groupes à risques, le Département de la Santé manquait à son devoir essentiel de protéger les enfants contre la maladie ».

Comme on l'a compris, le Département de la Santé de la Grande-Bretagne avait parfaitement raison de refuser la vaccination « universelle » et de se concentrer sur les groupes à haut risque. Alors, le laboratoire SKB a lancé une grande campagne médiatique. Puisqu'ils avaient échoué à « convaincre » les autorités sanitaires, ils ont essayé de leur mettre la pression en créant de toutes pièces la peur de l'hépatite B dans la population. C'est ce que révèle noir sur blanc l'article du *British Medical Journal* :

« Deux raisons expliquent cette obsession des médias ce jour-là.

D'abord, SmithKline Beecham (SKB, futur GSK), premier fabricant de vaccin contre l'hépatite B, avait convoqué une réunion de consensus pour examiner la question.

Ensuite, il avait payé l'entreprise londonienne de relations publiques Shire Hall pour lancer sa communication (...). Shire Hall a certainement offert une démonstration de la façon dont on peut manipuler la machine médiatique ».

Dans mon livre à paraître, *Antivax toi-même !*, je consacre un chapitre entier à la façon dont les géants pharmaceutiques utilisent les entreprises de RP (relations publiques) pour manipuler les médias.

Quand toutes les télévisions, les radios et les journaux s'ouvrent, le même matin, sur un problème de santé publique dont vous n'aviez pas entendu parler, posez-vous la question : qui est derrière ?

Big Pharma a mille ruses pour créer de toutes pièces le « consensus scientifique » qui l'arrange.

Parfois, il lui suffit de financer des études biaisées et des « conférences de consensus » organisées avec des experts en conflit d'intérêts.

Les autorités britanniques étant plus coriaces, Big Pharma s'est aussi adressé à la population, via une campagne médiatique créée de toutes pièces. Les labos ont fini par gagner, à l'usure, puisqu'en 2017, la Grande-Bretagne a décidé de vacciner tous les nourrissons contre l'hépatite B, alors qu'elle s'en était tenue jusqu'alors à une stratégie de vaccination des seuls groupes à risques.

Et puis, il y a le cas le plus facile : celui de la corruption simple et directe.

C'est le cas où Big Pharma n'a même pas besoin de manipuler la science, de financer des experts, de faire du lobbying politique, institutionnel et médiatique – tout ça prend du temps et des efforts !

Dans certains cas, il suffit d'acheter directement les responsables politiques et sanitaires. Et c'est exactement ce qui s'est passé en Italie.

L'incroyable scandale de corruption italien

L'Italie a été le premier pays (et le seul avec la France) à vacciner massivement sa population contre l'hépatite B. En 1991, trois ans avant la France, l'Italie a même rendu la vaccination hépatite B obligatoire pour tous les nouveau-nés et tous les adolescents de 12 ans !

Pourquoi ? La raison est très simple. Le ministre de la Santé de l'époque, Francesco De Lorenzo, avait touché 600 millions de lires du laboratoire SKB – et a été condamné pour corruption à huit ans de prison en 1997 par le tribunal de Naples. Par ailleurs, le responsable sanitaire le plus influent en Italie était alors le Professeur Poggiolini. Cet homme était depuis plus de 20 ans le directeur de l'équivalent de l'Agence du médicament en Italie. En 1991, il avait même été élu à la tête du comité qui homologue les nouveaux médicaments dans l'Union européenne ! Eh bien ce « monsieur santé publique » a été arrêté par les carabinieri en 1993...

...et il a fallu aux policiers pas moins de 12 heures dans sa maison napolitaine « *pour faire l'inventaire des bijoux, monnaies précieuses et autres objets de luxe dissimulés jusque dans les coussins du sofa* »([5] <https://www.rolandsimion.org/troubles-comportement-lies-perturbateurs-endocriniens-benefices-nouveaux-anticancereux/>))!

Sur le compte suisse de son épouse, on a trouvé pas moins de 15 milliards de lires – des pots-de-vin de l'industrie pharmaceutique (pour une fortune totale estimée à 150 millions de dollars – pas mal pour un professeur de médecine et haut fonctionnaire !)

Cet homme a fini par être condamné à de longues années de prison et sa fortune a été confisquée. Mais le mal était fait. Malgré le scandale, l'Italie n'est pas revenue sur son obligation vaccinale.

Et, pour la petite histoire, les instances européennes n'ont rien trouvé de problématique dans les décisions que le Pr Poggiolini avait prises en tant que responsable des autorisations de mise sur le marché des médicaments. Comme le dit ironiquement Marc Girard, l'administration européenne a donc voulu nous faire croire « *que les leaders de Big Pharma avaient été assez cons pour couvrir d'or et de bijoux le numéro un de l'évaluation européenne sans que celui-ci leur accorde le moindre avantage en retour...* »([6] <https://www.rolandsimion.org/troubles-comportement-lies-perturbateurs-endocriniens-benefices-nouveaux-anticancereux/>))

Et en France ? La banalité des conflits d'intérêts

En France, il est peu probable qu'une corruption aussi directe et évidente ait eu lieu. Je suis même prêt à parier que Philippe Douste-Blazy était sincère dans son enthousiasme pour la vaccination de masse (et probablement pas fâché de se faire connaître du grand public à cette occasion). Simplement, comme la plupart des gens, il était désinformé par des experts en conflit d'intérêts.

L'expert judiciaire Marc Girard a brillamment retracé la « fabrique du consensus » sur l'hépatite B. En 1993, SKB a sponsorisé l'organisation d'un grand colloque à Cannes, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la Santé([7] « Habilement présenté comme une émanation de l'OMS, le véritable organisateur du colloque est en fait le VHPB (Viral Hepatitis B Prévention Board), organisme ad hoc complètement financé par les fabricants de vaccins (SKB, Pasteur Mérieux, MSD) 24. »

<https://www.rolandsimion.org/campagnes-vaccinales-hepatite-b-1993-98/>)) (et dont les actes seront publiés par la revue médicale *Vaccine*, dans un numéro spécial financé par SKB).

Conclusion de ce congrès « scientifique » : l'hépatite B est un problème de santé « significatif », la vaccination ciblée des groupes à haut risque a « échoué », et il faut donc lancer une vaccination « universelle ». Tout cela, avec bien sûr des experts en conflit d'intérêts avec les fabricants de vaccins. La raison pour laquelle la France (avec l'Italie) a été la seule à lancer un programme de vaccination massive des adolescents est simple : Pasteur-Mérieux avait aussi un vaccin contre l'hépatite B.

Comme le résume Marc Girard :

« L'initiative de cette campagne venait indubitablement de SKB ; mais les autorités françaises s'y sont d'autant plus impliquées qu'elle faisait, du même coup, l'affaire d'une firme française (Pasteur-Mérieux) sur les succès internationaux de laquelle elle fondait de grands espoirs. »

C'est parce que l'administration sanitaire française était très proche de ce grand laboratoire français qu'elle s'est laissée convaincre par la campagne de communication initiée par SKB.

« L'administration sanitaire française s'est simplement approprié un programme qui avait été défini pour elle par les fabricants de vaccins, cinq ans auparavant », conclut Marc Girard.

Dans son rapport d'expertise judiciaire, Marc Girard raconte ainsi les « familiarités » entre le comité technique de vaccination et l'Institut Pasteur, ainsi que le laboratoire Mérieux. Il dit aussi comment de « grands pontes » (les fameux PUPH, professeurs des universités – praticiens hospitaliers) en conflit d'intérêts ont délivré la bonne parole vaccinale

dans les colloques et les grands

médias.([8] <https://www.securite-medicament.fr/wp-content/uploads/2019/07/Rapport-Expertise-VHB-2004.pdf>))

Bref, on comprend mieux pourquoi et comment a été lancée la grande campagne de vaccination des années 1990 contre l'hépatite B en France – inutile et ruineuse. On va voir maintenant les lourds dégâts causés par cette campagne vaccinale – et comment les autorités et les médias ont étouffé les graves effets indésirables subis par des dizaines de milliers de victimes en France.

Toute ressemblance avec la période Covid récente n'a RIEN de fortuit.

Sources

Interview_AufrereTélécharger